

Société

Initiatives citoyennes : et le politique dans tout ça ?

Du Brexit, de la signature du Ceta, de l'élection de D. Trump, de la montée du populisme et du nationalisme un peu partout dans le monde, nous pouvons tirer au moins deux leçons : 1) engagés ou non dans des initiatives citoyennes locales, nous avons tout intérêt à nous préoccuper de ce qui se joue au niveau politique ; 2) aucun « progrès », qu'il soit social, politique, économique ou environnemental, n'est définitivement acquis...



Avec le soutien de la

FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES

Ces derniers temps, **l'initiative citoyenne à l'échelle locale trouve, enfin, une saine et juste valorisation** – à laquelle Vivre Ensemble contribue d'ailleurs fortement. Des mots comme *groupements d'achat en commun, coopératives, jardins partagés, repair cafés...* sont devenus courants. En poussant un peu plus loin, on verra aussi qu'on parle de plus en plus de *communs, de monnaies citoyennes, d'économie collaborative* (ce dernier concept remporte d'ailleurs un tel succès qu'il est déjà partiellement récupéré par de grandes firmes transnationales). Le succès du film documentaire *Demain* a autant contribué à mettre en lumière l'importance de ce « mouvement » citoyen qu'à engendrer de nouvelles initiatives.

Nombre de ces initiatives s'inscrivent – consciemment ou non – dans la dynamique de ce vaste mouvement qu'on appelle la Transition, défini par Rob Hopkins, l'un de ses instigateurs, comme « *une mise en pratique de l'idée selon laquelle l'action locale peut changer le monde, une tentative parmi d'autres de créer un contexte favorable à l'émergence de solutions concrètes.*¹ »

Ces initiatives locales s'appuient sur une double dynamique : 1) **une prise de conscience et des décisions personnelles**, prises à titre individuel par des gens ordinaires. Ces décisions sont elles-mêmes inspirées par une pensée que l'on pourrait résumer par la fameuse phrase attribuée à Gandhi : « *Sois le changement que tu veux voir dans le monde.* » Elles partent aussi du constat que, s'il est difficile de changer les autres, on peut commencer par se changer soi-même, thème brillamment développé dans le livre *Se changer, changer le monde*². 2) Dans le même temps, **elles créent du lien**, rassemblent, fédèrent les énergies.

Enfin, il est à noter qu'avec le mouvement de la Transition, **le changement lui-même change de nature**. La prise de conscience de l'individu le pousse à une remise en question profonde des valeurs dominantes et de leur hiérarchie. Cela induit **une nouvelle conception du sens de la vie**, du progrès, du travail, de l'économie ou de sa place dans la nature, par exemple. Il ne s'agit plus de transformer seulement les structures socio-économiques ou politiques ou l'environnement de la personne et du groupe, mais de transformer d'abord la personne et le groupe. L'enjeu est de **changer l'être humain pour changer le monde**. On passe donc ici par un changement d'identité (qui ne doit pas forcément passer par le combat politique).

Des initiatives citoyennes apolitiques ?

Certains, essentiellement les tenants de formes plus classiques de militantisme, critiquent les initiatives citoyennes en affirmant que celles-ci devraient s'inscrire dans la démarche des mouvements sociaux et désigner clairement leurs « adversaires » politiques. « *Un écologisme apolitique* »³ est le titre d'un pamphlet écrit par deux

¹ Dans Rob Hopkins, Olivier De Schutter, *Ils changent le monde! 1001 initiatives de transition écologique*, Seuil, 2014.

² Christophe André, Jon Kabat-Zinn, Pierre Rabhi et Matthieu Ricard, *Se changer, changer le monde*, L'Iconoclaste, 2013.

³ Paul CHATTERTON & Alice CUTLER, *Un écologisme apolitique ? Débat autour de la transition*, Les éditions Écosociété, 2013.

militants anglais sympathisants du mouvement de la Transition qui pensent que les initiatives en transition sont des démarches trop peu militantes et que le débat politique doit y être intégré.

La réponse de Rob Hopkins ne manque pas d'intérêt. Retenons-en surtout ceci : « D'après moi, **la transition est un complément à la culture de protestation et en est bien différente. C'est un autre type d'outil, conçu expressément pour échapper aux radars** »⁴. Rob Hopkins souligne donc la complémentarité des initiatives citoyennes et des luttes politiques, même si c'est indirect et collatéral. Cette complémentarité vient peut-être du fait que les mouvements militants qui contestent « le système » ou des politiques injustes et peu durables sont plus forts s'ils peuvent nourrir leur discours et leur lutte d'exemples concrets comme ceux proposés par les initiatives citoyennes.

Du côté des initiatives citoyennes, comme elles « échappent aux radars » en n'adoptant pas un discours formellement politique ou militant, **elles sont rassembleuses et gardent contact avec tous les acteurs de la société**, même les acteurs économiques ou politiques qui leur seraient hostiles si elles tenaient un discours plus clivant. Pour Rob Hopkins, c'est important puisqu'il l'affirme : « nous aurons besoin de politiciens dont le programme traitera franchement de la descente énergétique, de la nécessité de mesurer le succès économique autrement que par la hausse du PIB et qui favorisera la reconstruction de la résilience locale ». Et il conclut, « en fait, il est difficile de croire que dans dix ans des politiciens pourraient défendre un autre projet politique »⁵. Rob Hopkins laisse ici entendre que le mouvement de **la Transition est un autre moyen de faire de la politique**, en sensibilisant le politique lui-même.

Ceci dit, **certains courants dans le monde politique actuel font déjà entendre des voix divergentes par rapport à la pensée dominante**, que ce soit dans le cadre de **formations démocrates** de type progressiste (en ce compris certains partis écologistes), mais également, hélas, au sein de la sphère populiste. **Le rejet d'une certaine classe politique (« de toute façon, ils sont tous les mêmes ! ») est du pain bénit pour ces grandes figures médiatiques** – de Donald Trump à Marine Le Pen, en passant par d'autres figures charismatiques tels que Nigel Farage ou encore Geert Wilders – qui s'érigent en dénonciateurs des « élites » et en uniques alternatives (ce qu'ils ne sont évidemment pas).

Quoi qu'il en soit, il est clair que beaucoup d'initiatives citoyennes laissent le débat politique de côté. Deux grandes motivations justifient ce choix. Premièrement, nous l'avons dit, il y a la volonté de rassembler plus largement, au-delà des clivages souvent stériles. Ce n'est pas du luxe à une époque où les institutions politiques (les partis) et médiatiques attisent les divisions souvent superficielles. Dans une société comme la nôtre, pour les artisans d'une initiative citoyenne, **afficher trop vite ses convictions politiques pourrait mettre en péril leur projet**. Ensuite, il y a aussi la volonté de se concentrer sur le concret, sur des progrès palpables, sur des réalisations tangibles loin

⁴ Idem, p. 71.

⁵ Idem, p. 72.

des éternels grands discours. « Faire » et surtout « faire ensemble » et voir que « ça tient la route », c'est ce qui séduit beaucoup de citoyens.

Néanmoins, il est important de dire que **les acteurs de la Transition prouvent dans leurs choix qu'ils ne font pas l'impasse sur les dimensions économique-politiques du changement** et l'importance des rapports de force. En effet, ils ne se limitent pas à cultiver bio, à manger local ou à circuler à vélo. Le modèle économique mis en œuvre au sein des initiatives citoyennes est celui de l'économie sociale et du commerce équitable. Il s'agit donc bien de **restaurer la souveraineté économique du bassin de vie**. Ainsi, par exemple, les circuits courts développés pour mieux rémunérer les producteurs sont autant de manières de court-circuiter les multinationales. Les coopératives, entreprises de formation par le travail et associations sans but lucratif qui se multiplient sont autant de **choix institutionnels qui remettent l'autonomie, la démocratie et la solidarité cœur du projet de société**.

De plus, soulignons que si de nombreux citoyens impliqués dans une initiative s'investissent d'un autre côté dans des sphères plus militantes, d'autres se « refamiliarisent » petit-à-petit avec les questions politiques grâce à leur adhésion à un projet citoyen prétendument apolitique.

Vents du Sud...

Cette (re)politisation qui ne dit pas son nom peut d'ailleurs s'inspirer de ce qui se vit dans certains pays du Sud, singulièrement en Amérique latine. On pensera par exemple au Mouvement des paysans sans terre (MST) au Brésil, qui, tout en menant des projets bien concrets, fait également entendre sa voix dans la rue et dans les cénacles politiques, afin de mettre en avant ses projets de société – y compris à ses risques et périls. Ce type de mouvements, que l'on retrouve dans d'autres pays comme le Guatemala, a développé très fortement les méthodes d'éducation populaire, comprise comme un moyen de porter un regard critique sur le modèle de société contemporain, tout en favorisant l'émergence d'une force sociale capable de transformer cette société. Cette dynamique s'appuie sur des initiatives de terrain, bien nécessaires pour pallier les carences dont sont victimes d'importants pans de la population. Mais ces mouvements misent aussi sur l'organisation et la mobilisation de mouvements populaires, au sein desquels les laissés-pour-compte (que la Transition chez nous peine à intégrer) retrouvent une voix, ainsi qu'un rôle d'acteurs de leur propre histoire.

Un rejet du monde politique ?

Certes, aujourd'hui, **l'immobilisme du monde politique laisse perplexe**. Face à un système socio-économique continuellement tenu en échec par ses limites humaines (*burn out*), environnementales (épuisement des ressources et pollution) et économiques (l'improbable retour de la croissance du PIB dans les économies avancées), de plus en plus de citoyens se désolent de l'inaction des gouvernements, au mieux, ou, au pire, de leur obstination à reproduire les modèles qui ne font pas leurs preuves. Désormais, **de gauche ou de droite, les gouvernements se ressemblent tous** (la gauche sociale-

démocrate qui détricote les institutions sociales et privatise tandis que la droite libérale devient de plus en plus liberticide). Cette nouvelle contradiction, politique cette fois, non seulement pousse les citoyens à prendre leur destin en main, mais risque aussi de nourrir le désintérêt pour la vie et les luttes politiques.

Mais peut-on nier qu'une série de problèmes sociaux, économiques et environnementaux doivent trouver une solution à une échelle plus vaste (que le local) et sont donc l'enjeu de rapports de force politique ? En d'autres mots, est-il raisonnable de penser que changer à un niveau local puisse suffire ?

Le risque, pour caricaturer, est que chacun fasse sa « popote » de son côté, **en perdant finalement de vue l'enjeu majeur qu'est le bien commun**, ou, formulé autrement, une prospérité partagée. L'engagement local est indispensable, mais un changement structurel passe aussi par la gestion globale de la société, la garantie des droits fondamentaux et, donc, par la politique au sens noble du terme.

On le sait, notre modèle politique semble usé. **Beaucoup de gens en sont dégoûtés et expriment leur rejet**, notamment par le boycott des scrutins électoraux ou en se laissant tenter par les sirènes du populisme. Mais un autre argument plaide en faveur d'une (re)politisation de la lutte pour un changement structurel : c'est que, **pendant ce temps, le monde politique continue « d'agir »**. Certes, sous l'influence de l'oligarchie économique et des lobbies, mais il n'en reste pas moins que c'est encore le monde politique qui tient la barre et prend les décisions. Avec des conséquences non négligeables ! L'austérité – arme du néolibéralisme en vogue depuis plus de trente ans – est un choix politique⁶... Les traités internationaux tels que le CETA et le TTIP, dont on connaît les dangers, sont des actes politiques... Comme pourraient aussi l'être (on en est loin) une meilleure justice fiscale, un investissement massif dans d'autres modèles d'enseignement, une régulation efficace du secteur financier, des réglementations environnementales et sociales plus ambitieuses, la réorientation des investissements dans les énergies renouvelables meilleures pour l'environnement et riches en emplois, une politique d'accueil des migrants digne et réellement inclusive, un soutien politique et économique concret aux circuits courts et aux formes écologiques de production, le partage du temps de travail, etc.

L'élection de Donald Trump à la tête de la plus grande puissance mondiale pose certes des questions sur le système électoral des Etats-Unis et sur le fonctionnement de nos démocraties. Mais elle est aussi la preuve que **l'arène politique ne peut être délaissée par les citoyennes et les citoyens qui aspirent à un monde meilleur**. Il n'est d'ailleurs pas inutile de consacrer quelques lignes à la « menace Trump » et à ses dérives potentielles...

⁶ À ce sujet, lire « Austérité : autopsie des idées reçues », analyse publiée par Vivre Ensemble. <http://vivre-ensemble.be/IMG/pdf/2014-14-austerite.pdf>

Face à Trump, plus d'Europe ?

« Avec l'élection de Donald Trump, c'est aussi notre démocratie européenne qui est en grave danger », pouvait-on lire sur le site du *Soir* peu après les élections américaines.

Certains analystes redoutent, à juste titre, que Donald Trump ne trace un sillon où l'extrême droite européenne pourra semer. Mais **on oublie qu'il n'a fait qu'appliquer une logique qui est déjà bien à l'œuvre chez nous**. En matière de populisme, de mesures d'exclusion et de rejet, Donald Trump n'en est, pour l'heure, qu'au stade du discours (et espérons qu'il n'appliquera pas à la lettre les propositions exprimées en campagne), là où certains dirigeants européens sont déjà passés aux actes.

Trump veut ériger un mur entre les États-Unis et le Mexique ? Honteux ! Mais qu'a fait l'Union européenne pour empêcher qu'on ne construise des grillages le long de ses propres frontières, en Hongrie, en Bulgarie, à Ceuta et Melilla... ? Peut-elle s'enorgueillir de ses marchandages avec la Turquie (dont on connaît les valeurs « démocratiques ») pour maintenir les réfugiés loin de ses frontières ?

On dénonce, à raison, **le sexisme abject** de Donald Trump... Mais que fait l'Union européenne, face aux inégalités persistantes entre hommes et femmes sur son propre territoire ? De manière générale, que fait l'Union européenne pour lutter contre les inégalités sociales, que feu Stéphane Hessel considérait comme le « *scandale majeur* » de notre époque, et contre la tendance au retour en arrière observée notamment en Hongrie ou en Pologne ?

Quant aux **propos et aux comportements outranciers** du 45^e président des États-Unis, l'honnêteté impose de rappeler qu'il n'a rien inventé et que l'Europe n'est pas en reste. L'Italie a connu **Berlusconi**, avec ses insultes aux juges et ses soirées « *bunga bunga* ⁷ ». La France a eu **Sarkozy**, traitant de « *pauvre con* » un quidam qui refusait de lui serrer la main ou assimilant l'arrivée massive de réfugiés à une « *fuite d'eau* ». La France, encore, a bien sûr **Marine Le Pen**, qui définit l'immigration comme un « *fardeau* ». La Belgique a également sa star populiste en la personne de **Bart De Wever**, capable, en bon communicateur, de relativiser le caractère raciste d'un slogan comme « *les Wallons, c'est du caca* » (entonné dans un stade voilà quelques années). Tous ces gens ont occupé, ou occupent encore, des postes importants dans leurs pays respectifs. Et **ils n'ont pas attendu l'avènement de Donald Trump pour se faire entendre !**

Les journalistes font bien d'appeler à un réveil des démocraties européennes. **L'UE** ne peut rien changer au verdict des urnes aux États-Unis. En revanche, elle **peut agir pour plus de justice sociale sur son territoire et pour plus de respect de la dignité humaine**.

⁷ Parties fines en compagnie de *showgirls*, dont au moins une était mineure.

Mais sincèrement, que peut-on espérer d’une institution dont les principaux dirigeants ont une éthique si peu scrupuleuse (voir les cas Barroso, Oettinger⁸ et d’autres) ? Que peut-on espérer d’une organisation qui pousse ses propres États membres au bord du gouffre, en raison d’un dogmatisme économique aveugle ? On comprend le désappointement de beaucoup, on comprend leur désintérêt (et parfois leur dégoût) pour la chose publique.

Plus d’Europe, face à Trump ? Oui, mais quelle Europe ? Cette question renvoie au souci, plus général, de notre manière d’envisager la politique. On le voit, la politique peut faire des dégâts. Il est donc crucial de la réorienter.

Chacun sa part du travail... ⁹

Finalement, si l’on prend du recul, que l’on admet que les initiatives citoyennes et locales sont nécessaires et que le combat politique est indispensable, et surtout que l’on adopte un point de vue stratégique, la diversité des modes d’actions peut s’avérer très efficace. En effet, le but d’une initiative citoyenne est d’avancer sur le terrain concret de l’innovation sociale et de montrer que d’autres modèles peuvent faire leurs preuves. La mission des ONG altermondialistes, des syndicats et autres groupes de pression est de mobiliser les citoyens autour de grand enjeux sociétaux et politiques. Par exemple, ce n’est pas aux promoteurs d’une monnaie citoyenne de se prononcer contre le CETA ou contre les politiques du gouvernement. S’ils veulent le faire, ils peuvent assumer plusieurs casquettes et lutter aussi au sein d’une structure ou d’un mouvement dont c’est la mission. Les deux engagements ne sont pas incompatibles (il y a même une certaine cohérence entre eux). Si **chacun fait sa part du travail en utilisant le bon outil**, d’un côté sur le terrain concret, de l’autre sur celui de la politique, le « système dominant », pris en tenaille, a peut-être plus de chances de céder.

Reste enfin la question de la réorganisation des partis politiques progressistes qui n’ont pas encore trouvé la manière de faire de la politique « autrement » et qui sont donc incapables, pour le moment, de traduire et incarner, dans l’arène politique, le succès des initiatives citoyennes et le dynamisme de la société civile...

Renato Pinto et Jean-Yves Buron



Disponible sur www.vivre-ensemble.be
Contact : info@vivre-ensemble.be
02 227 66 80

Avec le soutien de la



⁸ Manuel Barroso, qui était président de la Commission européenne au moment de la crise des *subprimes* en 2008, a rejoint la banque Goldman Sachs, qui a été au cœur du déclenchement de cette crise, tout en continuant à percevoir une pension de 7000 euros en tant qu’ancien président de la CE. Quant à Günther Oettinger, il est maintenu à son poste de Commissaire chargé de l’économie numérique, malgré des conflits d’intérêts et des propos racistes et sexistes.

⁹ Lire aussi « A-t-on (vraiment) le pouvoir de changer les choses ? », analyse de Philippe Defeyt pour Vivre Ensemble, sur <http://vivre-ensemble.be/A-t-on-vraiment-le-pouvoir-de-changer-les-choses>